

**AVENANT MODIFICATIF N°2 A LA**

**CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT**

**CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL**

**2004 – 2006**

**CONCLUE ENTRE**

**L'ETAT**

**(Ministère de la culture et de la communication**  
**- Préfecture de Région du Nord Pas de Calais**  
**- Direction régionale des affaires culturelles**  
**du Nord Pas de Calais)**

**LE CENTRE NATIONAL DE LA**

**CINÉMATOGRAPHIE**

**ET**

**LA REGION NORD PAS DE CALAIS**

Vu la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2004-2006 et son avenant modificatif n°1 entre l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Nord Pas de Calais), le Centre national de la cinématographie et la Région Nord Pas de Calais signée le 30 novembre 2004.

**L'État**, représenté par le Préfet de la Région Nord Pas de Calais, Préfet du Nord, Monsieur Jean ARIBAUD, ci-après désigné « l'Etat »,

**Le Centre national de la cinématographie**, représenté par sa Directrice générale, Madame Véronique CAYLA, ci-après désigné « le CNC »,

**ET**

**La Région Nord Pas de Calais**, représentée par son Président, Monsieur Daniel PERCHERON, ci-après désignée « la Région »,

**CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1 – Objet de l'avenant modificatif n°2 à la convention de développement cinématographique et audiovisuel**

Le présent avenant à la convention de développement cinématographique et audiovisuel conclue entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de Région du Nord Pas de Calais - Direction régionale des affaires culturelles du Nord Pas de Calais), le Centre national de la cinématographie et la Région Nord Pas de Calais, a pour objet de modifier dans ladite convention :

- les visas et les références faites aux textes applicables ;
- l'article 3 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 4 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 5 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 6 du chapitre 2 du Titre I ;
- l'article 7 du chapitre 3 du Titre I ;
- l'article 8 du chapitre 4 du Titre I.

**ARTICLE 2 – Modification des visas de la convention et des références faites aux textes applicables**

I. Au quatrième alinéa du préambule, les mots « à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales » sont remplacés par les mots « à l'article L1511-1 du Code général des collectivités territoriales ».

II. Les visas et considérants sont remplacés par les visas et considérants suivants :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1 à L1511-7 ;

Vu le Code de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie audiovisuelle ;

Vu le décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie des programmes audiovisuels ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret du 24 juin 2005 portant nomination de la directrice générale du Centre national de la cinématographie ;

Vu la décision du 18 octobre 2005 de la Directrice générale du CNC portant délégation de signature ;

Vu la délibération n° 20061172 du Conseil régional instituant le fonds régional d'aide à la production cinéma et audiovisuel, et notamment son règlement ;

Vu la délibération n° 20061172 du 3 juillet 2006 du Conseil régional autorisant son (sa) Président (e) à signer le présent avenant ;

Considérant la communication du 26 septembre 2001 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des Régions concernant certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles ;

Considérant la communication du 16 mars 2004 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions sur le suivi de la communication de la Commission sur certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles du 26 septembre 2001 ;

Considérant la circulaire NOR/LDL/B/04/10074/C du 10 septembre 2004 du Ministre de l'Intérieur (Direction générale des collectivités territoriales) relative à l'entrée en application de la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Considérant la circulaire n° 249240 du 3 mai 2002 du Ministre de la culture et de la communication relative aux aides à la production cinématographique et audiovisuelle ;

### **ARTICLE 3 – Modification de l'article 3 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif à l'aide à la création cinématographique et audiovisuelle**

Le dernier alinéa de l'article 3 est supprimé.

### **ARTICLE 4 – Modification de l'article 4 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif aux aides à l'écriture, au développement**

I. Au premier alinéa, les mots « un projet d'écriture » sont remplacés par « un synopsis ou un projet de scénario. »

II. Au second alinéa du paragraphe concernant les aides au développement, la seconde phrase est ainsi rédigée : « Elles sont accordées à une société de production cinématographique autorisée, à une société de production audiovisuelle, voire à une association pour certains projets audiovisuels ».

III. Après le second alinéa sont ajoutés les deux alinéas suivants :

« En 2006, la Région s'engage à poursuivre et développer son effort financier en faveur de l'écriture, du développement.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le CNC accompagnera financièrement l'effort de la Région par une subvention forfaitaire globale annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître l'intervention financière de la Région dans ce domaine » ;

IV. Au paragraphe concernant la convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe ».

### **ARTICLE 5 – Modification de l'article 5 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif aux aides aux courts métrages de fiction, de documentaire et d'animation**

I. Après le premier alinéa sont insérés les alinéas suivants :

« En 2006, la Région s'engage à fixer son apport propre au fonds régional d'aide au court métrage à un niveau au moins égal à celui de 2005.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le CNC accompagnera l'effort de la Région par une subvention annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître son intervention dans ce domaine.

En 2006, l'intervention financière du CNC sera calculée sur la base de 1 euro du CNC pour 2 euros engagés par la Région. Cependant, seuls les courts métrages bénéficiant d'une aide de la Région égale ou supérieure à quinze mille euros (15 000 €) seront comptabilisés pour le calcul de la participation du CNC, qui ne pourra excéder trois cent mille euros (300 000 €) par Région.

La Région s'engage à prendre toutes les dispositions pour que l'augmentation des aides au court métrage bénéficie à l'emploi et au respect de la législation sociale. »

II. Au paragraphe concernant l'éligibilité, le second alinéa est rédigé comme suit :

« Présentées par des sociétés de production cinématographiques titulaires d'une autorisation, des sociétés de production audiovisuelle voire par des associations pour certains projets audiovisuels, les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région ».

III. Au paragraphe concernant la convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe »

#### **ARTICLE 6 – Modification de l'article 6 du chapitre 2 du titre I de la convention relatif à l'aide à la production de longs métrages de cinéma**

I. Le paragraphe concernant l'éligibilité est rédigé comme suit :

« Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée de plus de 60 minutes, pour lesquelles la société de production bénéficie de l'agrément des investissements ou de l'agrément de production délivré par le CNC, et dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées satisfaisantes par le comité de lecture.

Les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région »

II. Dans le paragraphe *Montants des aides*, il est ajouté l'alinéa suivant :

« Afin d'améliorer le financement des films de long métrage, la Région Nord Pas de Calais fera ses meilleurs efforts pour que l'aide minimum par projet en 2006 soit au moins égale à cent mille euros (100 000 €) pour les longs métrages de fiction et d'animation et au moins égale à cinquante mille euros (50 000 €) pour les longs métrages documentaires ».

III. Dans le paragraphe Convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe ».

#### **ARTICLE 7 – Modification de l'article 7 du chapitre 3 du titre I de la convention relatif à l'aide à la réalisation de documentaires, téléfilms et séries télévisées**

I. Dans le paragraphe *Montants des aides*, sont ajoutés les alinéas suivants :

« Afin d'améliorer le financement des œuvres audiovisuelles, la Région Nord Pas de Calais fera ses meilleurs efforts pour que l'aide minimum par projet en 2006 soit au moins égale à :

- soixante-quinze mille euros (75 000 €) pour un téléfilm de fiction de 90 minutes ;
- quinze mille euros (15 000 €) pour un documentaire de 52 minutes ;
- dix mille euros (10 000 €) pour un documentaire de 26 minutes ».

- II. Dans le paragraphe Convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe ».

**ARTICLE 8 – Modification de l'article 8 du chapitre 4 du titre I de la convention relatif au rappel du cadre juridique communautaire**

Le second alinéa est rédigé comme suit :

« Il s'agit des aides aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles apportées par le CNC, accordées au titre d'un compte spécial du Trésor intitulé " Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale", alimenté par des taxes perçues sur les billets d'entrée dans les salles de cinéma, sur les services de télévision, et sur la vente et la location des vidéogrammes. Leurs modalités d'attribution font l'objet des principaux textes suivants : le décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie audiovisuelle ; le décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie des programmes audiovisuels ; le décret n° 99-130 modifié du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique. »

Le présent avenant modificatif est signé à Lille  
en six exemplaires originaux, le .....

Pour la Région Nord Pas de Calais,  
le Président du Conseil Régional

Pour l'État,  
le Préfet de la Région Nord Pas de  
Calais, Préfet du Nord,

Daniel PERCHERON

Jean ARIBAUD

Pour le Centre national  
de la cinématographie,  
la Directrice générale

Le Chef de Mission  
de Contrôle général

Véronique CAYLA

Marie-Françoise RIVET

**AVENANT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2006**

**A LA CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT**

**CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL**

**2004- 2006**

**ENTRE**

**L'ETAT**

**(Ministère de la culture et de la communication**  
**- Préfecture de Région du Nord Pas de Calais -**  
**- Direction régionale des affaires culturelles**  
**du Nord Pas de Calais)**

**LE CENTRE NATIONAL DE LA**

**CINEMATOGRAPHIE**

**ET**

**LA REGION NORD PAS DE CALAIS**

**Vu la loi n°2005-1719 du 30 décembre 2005 portant loi de finances pour 2006 ;**

**Vu le décret n°2005-1735 du 30 décembre 2005 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2005-719 du 30 décembre 2005 portant loi de finances pour 2006 ;**

**Vu le décret du 24 juin 2005 portant nomination de la Directrice générale du Centre national de la cinématographie ;**

**Vu la décision n° 8-424 du 18 octobre 2005 de la Directrice générale du Centre national de la cinématographie portant délégation de signature ;**

**Vu la Convention de développement cinématographique 2004-2006 n° 04490525 du 30 novembre 2004,**

**Vu le budget du Centre national de la cinématographie pour 2006 ;**

**Vu le budget primitif 2006 de la Région Nord Pas de Calais ;**

**Vu la délibération n° 20061172 du 03 juillet 2006 portant sur le programme d'activités en 2006 du Centre Régional de Ressources Audiovisuelles,**

**Vu la délibération n° 20061172 du 03 juillet 2006 portant sur le Fonds Régional d'Aide à la Production Cinématographique et Audiovisuelle en 2006,**

**Vu la délibération n° 20061172 du 03 juillet 2006 autorisant le Président de la Région Nord Pas de Calais à signer le présent avenant,**

**L'État**, représenté par le Préfet de la Région Nord Pas de Calais, Préfet du Nord,  
Monsieur Jean ARIBAUD, ci-après désigné « l'Etat »,

**Le Centre national de la cinématographie**, représenté par sa Directrice générale,  
Madame Véronique CAYLA, ci-après désigné « le CNC »,

ET

**L'État**, représenté par le Préfet de la Région Nord Pas de Calais, Préfet du Nord,  
Monsieur Jean ARIBAUD, ci-après désigné « l'Etat »,

En application de la convention de développement cinématographique et audiovisuel pour la période 2004 à 2006, signée entre l'Etat, le Centre national de la cinématographie et la Région Nord Pas de Calais en date du 30 novembre 2004, et singulièrement de l'article 16 relatif aux dispositions financières, il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 - PARTICIPATIONS FINANCIERES DES PARTENAIRES**

La participation totale de chacun des signataires de la convention à la mise en œuvre des axes prioritaires contractuels pour l'année 2006 s'établit comme suit :

<b>Région Nord Pas de Calais</b>	<b>1 918 738 €</b>
<b>Etat (Préfecture de Région - DRAC Nord Pas de Calais)</b>	<b>94 000 €</b>
<b>CNC</b>	<b>740 000 €</b>

## **ARTICLE 2 - TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF**

<b>ACTIONS</b>	<b>ETAT (DRAC)</b>	<b>CNC</b>	<b>REGION</b>	<b>TOTAL</b>	<b>Autres partenaires (pour mémoire)</b>
<i>Titre I – Chapitre 1- Articles 3 et 4</i> <b>Aides à l'écriture et au développement</b>	-	60 000 €	180 000 €	240 000 €	
<i>Titre I – Chapitre 1- Article 5</i> <b>Aide à la production de court métrage de fiction, de documentaires et d'animation</b>	-	100 000 €	200 000 €	300 000 €	
<i>Titre I – Chapitre 2 - Article 6</i> <b>Aide à la production cinématographique de long métrage</b>	-	250 000 €	500 000 €	750 000 €	
<i>Titre I – Chapitre 3 - Article 7</i> <b>Aide à la production de programmes audiovisuels</b>	-	330 000 €	660 000 €	990 000 €	
<i>Titre I – Chapitre 5 - Article 11</i> <b>Accueil des tournages</b>	-	-	73 809 €	73 809 €	73 809 € LMCU
<i>Titre I – Chapitre 5 – Article 12</i> <b>Formation professionnelle, création et production</b>	48 000 €	-	59 929 €	107 929 €	Interreg 19 745 €  LMCU 4 315 €  Autres 14 342 €
<i>Titre II – Chapitre 1 - Article 13</i> <b>Apprentis et Lycéens au cinéma</b>	46 000 €	-	245 000 €	291 000 €	
<b>TOTAUX</b>	<b>94 000 €</b>	<b>740 000 €</b>	<b>1 918 738 €</b>	<b>2 752 738 €</b>	<b>112 211 €</b>

Titre II – Chapitre 1 - Article 13 – **Apprentis Lycéens au cinéma** : pour mémoire, le CNC prend en charge financièrement le tirage des copies neuves et la conception des plaquettes d'accompagnement des films du dispositif « Apprentis et Lycéens au cinéma ».

### **ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DE LA DRAC DU NORD / PAS DE CALAIS**

Les subventions de la DRAC du Nord Pas de Calais, d'un montant global de 94 000 €, sont imputées de la manière suivante :

- **Titre I – Chapitre 5 - Article 12**

« Formation professionnelle »

La participation de la DRAC - Ministère de la Culture et de la Communication, soit une somme totale de 48 000 € sera versée au Centre Régional de Ressources Audiovisuelles (CRRAV), sur le compte n° 42 559 00061 510 2001 3325 14 ouvert à Lille, dans le cadre d'une convention financière particulière à établir.

- **Titre II – Chapitre 1 - Article 13**

« Apprentis et Lycéens au cinéma »

La participation de la DRAC - Ministère de la Culture, soit 46 000 € sera versée à l'association CINELIGUE (opérateur choisi conjointement), dans le cadre d'une convention financière particulière à établir.

### **ARTICLE 4 : SUBVENTIONS DU CNC**

Les subventions du CNC, d'un montant global de 740 000 €, seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur régional du Nord Pas-de-Calais sur le compte suivant : Code Banque : 30001 – Code guichet : 00468 – Compte n° 0000N050011 Clé Rib 03, soit, 370 000 € à la signature de la présente convention et 370 000 € suite à l'évaluation annuelle des actions engagées.

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I – Chapitre 1 – Articles 3 et 4**

« Aide à l'écriture et au développement » sur le budget du CNC, compte 6577, code d'intervention D2385 :

30 000 € à la signature,  
30 000 € après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région.

- **Titre I – Chapitre 1 - Article 5**

« Aide à la production de court métrage » sur le budget du CNC, compte 6577, code d'intervention D2385 :

50 000 € à la signature,  
50 000 € après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région.

- **Titre I – Chapitre 2 - Article 6**

« Aide à la production de long métrage cinéma » sur le budget du CNC, compte 6577, code d'intervention D2385 :

125 000 € à la signature,  
125 000 € après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région.

- **Titre I – Chapitre 3 – Article 7**

« Aide à la production de programmes audiovisuels » sur le budget du CNC, compte 6578, code d'intervention D2585 :

165 000 € à la signature,  
165 000 € après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région.

L'ordonnateur de la dépense est la Directrice Générale du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent de la comptabilité générale du CNC.

## **ARTICLE 5 - SUBVENTIONS DU CONSEIL REGIONAL DU NORD PAS DE CALAIS**

Les subventions de la Région Nord Pas de Calais, d'un montant global de 1 918 738 €, seront versées de la manière suivante :

- **Titre I – Chapitre 1 - Articles 3, 4,**

« Aides à l'écriture et au développement »

La subvention de la Région Nord/Pas de Calais soit 180 000 € sera versée au Centre Régional des Ressources Audiovisuelles (CRRAV) sur le compte 42559 00061 510 2001 3325 14 conformément aux décisions et actes suivants:

Délibération n° 20061172 du 3 juillet 2006

- **Titre I – Chapitre 1 - Article 5**

« Aide à la production de court métrage de fiction, de documentaire et d'animation »

La subvention de la Région Nord/Pas de Calais soit 200 000 € sera versée au Centre Régional de Ressources Audiovisuelles (CRRAV) sur le compte 42559 00061 510 2001 3325 14 conformément aux décisions et actes suivants :

- Fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle:

Délibération n° 20061172 du 3 juillet 2006

- **Titre I – Chapitre 2 – Article 6**

« Aide à la production cinématographique de longs métrages »

La subvention de la Région Nord/Pas de Calais soit 500 000 € sera versée au Centre Régional des Ressources Audiovisuelles (CRRAV) sur le compte 42559 00061 510 2001 3325 14 conformément aux décisions et actes suivants:

- Fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle:

Délibération n° 20061172 du 3 juillet 2006

- **Titre I – Chapitre 3 – Article 7**

« Aide à la production de programmes audiovisuels »

La subvention de la Région Nord/Pas de Calais soit 660 000 € sera versée au Centre Régional des Ressources Audiovisuelles (CRRAV) sur le compte 42559 00061 510 2001 3325 14 conformément aux décisions et actes suivants:

- Fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle:

Délibération n° 20061172 du 3 juillet 2006

- **Titre I – Chapitre 5 - Article 11**

« Accueil des tournages »

Le Conseil Régional intervient dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement versée directement au Centre Régional de Ressources Audiovisuelles conformément aux décisions et actes suivants:

Délibération n° 20061172 du 3 juillet 2006

- **Titre I – Chapitre 5 - Article 12**

« Formation professionnelle création et production »

Le Conseil Régional intervient dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement versée directement au Centre Régional de Ressources Audiovisuelles conformément aux décisions et actes suivants:

Délibération n°20061172 du 3 juillet 2006

- **Titre II – Chapitre 1 - Article 13**

« Apprentis et Lycéens au cinéma »

La Région mettra en œuvre directement la part qui lui incombe soit 245 000 € portant sur le remboursement des entrées, des transports, la communication générale, la fabrication des documents pédagogiques, ainsi que sur sa partie de financement de la coordination auprès de l'association.

Délibération n° 20060373 du 10 avril 2006

#### **ARTICLE 6 - CLAUSE DE REVERSEMENT**

S'il apparaît que les engagements des contractants ne sont pas tenus en tout ou partie dans les mêmes délais, chaque partie pourra demander le reversement du montant de sa contribution aux opérations qui n'auraient pas été réalisées.

Le présent avenant ne pourra en aucun cas être opposé aux présents signataires par les personnes morales, ou leurs représentants cités à la présente, celui-ci ne valant engagement qu'entre les signataires.

Le présent avenant est signé à Lille,  
en six exemplaires originaux, le .....

Pour la Région Nord Pas de Calais,  
le Président du Conseil Régional

Pour l'État,  
le Préfet de la Région Nord Pas de  
Calais, Préfet du Nord,

Daniel PERCHERON

Jean ARIBAUD

Pour le Centre national  
de la cinématographie,  
la Directrice générale

Le Chef de Mission  
de Contrôle Général

Véronique CAYLA

Marie-Françoise RIVET